

SPIP 30 - NIMES : CHRONIQUE DU DESASTRE

La situation du SPIP de Nîmes est dramatique. Le manque d'effectifs de tout corps et l'accumulation des charges font peser sur les collègues du MF des **Risques Psychosociaux (RPS)** majeurs et inquiétants. Les alertes se multiplient, mais la direction du SPIP 30 est contrainte de naviguer à vue faute de pouvoir apporter des réponses structurelles pérennes.

⚠ Milieu fermé à l'agonie ⚠

Depuis l'ouverture du nouveau bâtiment à la MA de Nîmes, la population pénale a doublé ! A ce jour, Chaque CPIP a la charge du suivi de 130 **personnes incarcérées**. 800 détenus et le poste du secrétariat du SPIP est vacant. Il est humainement impossible de tenir cette cadence.

Face à l'absence prolongée d'une collègue CPIP du MF, la Direction propose un « renfort » ponctuel en sollicitant le **Milieu Ouvert (MO)** à hauteur de 2 jours par semaine pour assurer les entretiens entrants.

⚠ Milieu Ouvert : Un mode dégradé permanent ⚠

Côté MO, les collègues sont en moyenne à 110 suivis par CPIP, 2 PA au lieu de 4 et zéro DPIP.

- **Renforcer une équipe à moyens constant est un leurre**
- **Le MO est DÉJÀ en mode dégradé.** Les charges de travail et injonctions institutionnelles se multiplient et les agents s'épuisent.
- **Le bricolage organisationnel a ses limites :** Service civique, réserves pénitentiaires... Ces pansements temporaires ne remplacent ni des postes titulaires, ni des renforts pérennes et formés !

Dialogue social de façade et décisions déjà actées

Sur la forme comme sur le fond, la méthode interroge :

- Des **notes de service sur les modes dégradés déjà validées** par la Direction Interrégionale (DI) avant même la concertation, rendant le dialogue illusoire.
- Une tentative de faire porter aux Organisations Syndicales la responsabilité d'une réorganisation RH au rabais.

Les Organisations Syndicales élues au CSA du SPIP 30 refusent de cautionner une solution miracle là où l'Administration refuse d'investir des moyens humains réels et pérennes !

NOUS EXIGEONS :

1. **La validation immédiate par la DAP / la DISP de tous les postes de contractuels demandés** (CPIP et personnels administratifs) pour Nîmes sans oublier l'ALIP d'Alès qui fonctionne sans PA dans des locaux indignes.
2. **Un plan d'urgence contre les Risques Psychosociaux (RPS)** pour l'ensemble des agents du SPIP (Nîmes MF, Nîmes MO et Alès).
3. **Un vrai mode dégradé pour le MF de Nîmes, réaliste et pragmatique** : les CPIP ne participeront plus qu'aux CAP dont les rôles, avec ceux des débats, seront bloqués 15 jours avant (toute modification ne sera pas traitée), permanence téléphonique uniquement le matin, suppression des RIE, l'accompagnement « social » par les CPIP réduit au seul maintien des liens avec l'extérieur ainsi qu'une note explicative à l'attention de la population pénale.

**Ne laissons pas la gestion de la pénurie détruire
notre santé au travail !**

 **La CGT IP 30/48 et le SNEPAP FSU expriment leur soutien total aux collègues du MF de Nîmes face aux conditions indignes de travail dans lesquelles ils assument encore leurs missions**

Intersyndicale SNEPAP-FSU & CGT IP 30/48
Nîmes, le 15 Octobre 2026